



IMPAKT·EU



T&C

**THÉORIE DU CHANGEMENT &
INDICATEUR D'IMPACT**



LA TABLE DES MATIÈRES

IMPAKTEU : LES 5 PRINCIPAUX OBJECTIFS D'IMPACT p3

#1 CONTEXTE


La pauvreté et l'exclusion sociale	p4
L'accès difficile au crédit	p4
Le manque de financement	p4
Les défis environnementaux	p4
Le réchauffement climatique et la crise énergétique.....	p5
Les problèmes de marché.....	p6
Les instruments de financement et leurs limites	p6
Les besoins en financement et renforcement des capacités....	p6
La finance verte et climato-intelligente.....	p7

#2 LA THÉORIE DU CHANGEMENT D'IMPAKTEU

La Théorie du Changement (TdC) : définition	p7
La matrice des indicateurs clés de la TdC d'ImpaktEU.....	p8
Les indicateurs clés d'impact.....	p8
Les indicateurs clés de performance	p8

#3 LES RAPPORTS D'IMPACT : QUELS INDICATEURS ?

Les indicateurs d'impact des ODD	p9
Les indicateurs de performance (rendements, activités).....	p10



IMPAKTEU: LES 5 PRINCIPAUX OBJECTIFS D'IMPACT

Une Théorie du Changement (TdC) décrit la manière dont une initiative (en l'occurrence, le fonds d'ImpaktEU) contribue aux résultats espérés en termes d'impact à travers une série d'apports, d'activités, de rendements et de résultats. La présente Théorie du Changement d'ImpaktEU constitue une ligne directrice pour toutes les parties prenantes et vise à garantir leur adéquation totale à l'ambition d'impact du fonds. Elle entend fixer des objectifs mesurables à atteindre au cours de la durée de vie du fonds. **Afin de mettre en évidence la contribution d'ImpaktEU à la cohésion**

sociale et une société plus inclusive, nous nous sommes fixés 5 principaux objectifs d'impact qui seront régulièrement mesurés et évalués.

Ces objectifs à long terme orientent la stratégie d'investissement, encouragent la transparence des rapports et favoriseront la mise en œuvre de la Impact Management & Measurement (IMM) parmi les bénéficiaires d'ImpaktEU.

En d'autres termes, si nous n'atteignons pas ces objectifs, une performance financière satisfaisante pour les investisseurs ne suffira pas à qualifier ImpaktEU de véritable réussite.

RESULTAT 1:

Les populations fragilisées et les micro-entrepreneurs exclus ont amélioré leurs conditions de vie

MIN.
30 000
EMPLOIS CRÉÉS/PRÉSERVÉS

MIN.
20 000
BÉNÉFICIAIRES EN BAS DE LA PYRAMIDE SOCIALE (BDP)

RESULTAT 2:

Les Institutions Financières (IF) ont accès à de nouvelles ressources pour stimuler la croissance durable et renforcer leurs pratiques d'impact

65%
IF ADOPTANT DES STRATÉGIES FORMALISÉES D'IMM (ENVIRON 42 IF SUR UN TOTAL DE 64 IF INVESTIES)

15%
PORTEFEUILLE DES IF INVESTI DANS UN PORTEFEUILLE VERT LABELLISÉ (PORTEFEUILLE ESTIMÉ À €15 MILLIONS)

RESULTAT 3:

Les entreprises sociales ont prouvé leur durabilité et démontré leur mission envers la société

25%
TAILLE DU FONDS INVESTIE DANS DES ES DURABLES (ENVIRON 1500 ES SOUTENUES DIRECTEMENT ET INDIRECTEMENT)

LES PRINCIPAUX PARTENAIRES DU FONDS SONT :

{1} LES BÉNÉFICIAIRES FINAUX :

les micro-entrepreneurs et les entrepreneurs sociaux qui réussissent à obtenir un financement et un accompagnement pour développer leur activité commerciale

{3} LES INVESTISSEURS :

dont la contribution au développement de l'écosystème d'impact au sens large pourrait réellement dépasser leur investissement financier

{2} LES BÉNÉFICIAIRES DIRECTS DU SOUTIEN D'IMPAKTEU :

les Intermédiaires Financiers et les Entreprises Sociales

{4} LE GESTIONNAIRE (IMPULSE) ET LE CONSEILLER EN INVESTISSEMENT (FUNDS FOR GOOD (FFG))

Il convient de préciser que la réalisation de ces principaux objectifs d'impact est une condition préalable contractuelle pour accorder une éventuelle commission de performance (basée sur une validation indépendante).

1. Les objectifs portent sur un fonds de €100 millions. Le portefeuille d'investissements prévu est composé à 80% d'intermédiaires financiers (60% en Europe de l'Est, 40% en Europe de l'Ouest) et à 20% d'investissements directs dans des Entreprises Sociales. Si la taille du fonds est inférieure ou supérieure à €100 millions, toutes les estimations seront adaptées au prorata. Les 5 principaux objectifs d'impact ci-dessus sont établis sur base d'indicateurs prouvés provenant d'études d'impact indépendantes utilisant des données d'un dataset interne.



#1 CONTEXTE

LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

Selon Eurostat², l'UE comptait **96,5 millions de personnes courant un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2020, soit 21,9 % de la population totale**. Plus d'un quart de la population reste à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale dans quatre États membres de l'UE: la Roumanie (35,8 %), la Bulgarie (33,6 %), la Grèce (27,5 %) et l'Espagne (27,0 %). D'autres pays d'Europe occidentale comptent également un pourcentage significatif : la Belgique (21 %), la France (19 %) et le Luxembourg (20 %), juste en dessous de la moyenne de l'UE.

L'ACCÈS DIFFICILE AU CRÉDIT

L'exclusion sociale va de pair avec l'exclusion financière. L'accès au crédit reste l'un des obstacles les plus importants pour les populations fragilisées lorsqu'elles tentent de sortir du tunnel de la précarité en recherchant des opportunités d'emploi. Selon le Fonds européen d'investissement³, **seuls 12 % des micro-entreprises obtiennent des prêts bancaires**, à cause principalement de garanties insuffisantes et d'un profil de risque faible, tandis que la majorité des micro-entrepreneurs (52 %) craignent une charge administrative excessive et des taux d'intérêt élevés. Le taux de rejet des prêts bancaires pour les micro-entreprises est beaucoup plus élevé que pour les petites et moyennes entreprises.

LE MANQUE DE FINANCEMENT

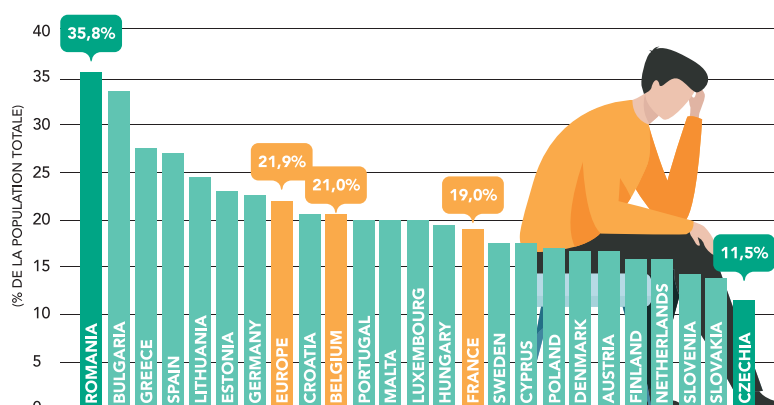
La taille totale du groupe cible du microcrédit entrepreneurial dans les États membres de l'UE est estimée à 30,7 millions d'entreprises : les deux plus grands groupes cibles sont les indépendants et les micro-entreprises (1 à 9 employés). Si l'on prend en compte les entreprises informelles, la taille totale du groupe cible atteint 69,3 millions de personnes. Le déficit de **financement total pour les pays de l'UE est estimé à €12,9 milliards, ce qui met en avant la nécessité d'accroître l'offre** de produits de microfinance pour les micro-entreprises et les populations vulnérables; **ce montant monte à €33,9 milliards si l'on inclut les pays candidats à l'UE⁴**. En outre, la demande potentielle de services non financiers (l'assistance technique ainsi que l'accompagnement et l'encadrement d'entreprise) dans l'UE est estimée à **1,2 million de clients** (hors entreprises informelles) et devrait augmenter au cours des 10 prochaines années.

LES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX: LES 9 LIMITES PLANÉTAIRES

En 2009, Johan Rockström et l'université de Stockholm ont dirigé un groupe de 28 scientifiques internationaux afin d'identifier les processus qui régulent la stabilité et la résilience du système terrestre. Ils proposent une mesure quantitative des limites planétaires au sein desquelles l'humanité peut continuer à se développer et à prospérer.

Il existe 9 limites planétaires : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, l'appauvrissement de la couche d'ozone, la pollution atmosphérique par les aérosols, l'acidification des océans, **la modification d'usage de sols** (déforestation), la perturbation des cycles biogéochimiques de l'azote et du phosphore, l'introduction de **d'entités nouvelles dans la biosphère** et, enfin, la perturbation du cycle de l'eau douce. En 2022, nous venons de franchir le seuil critique de la 6e limite

POPULATION À RISQUE DE PAUVRETÉ OU D'EXCLUSION SOCIALE EN EUROPE, 2020



planétaire, qui correspond au cycle de l'eau, qui illustre que les changements à grande échelle de l'humidité des sols entraînent la déstabilisation des processus écologiques, atmosphériques et biogéochimiques.

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET LA CRISE ÉNERGÉTIQUE AFFECTENT DAVANTAGE LES POPULATIONS À FAIBLES REVENUS

Le réchauffement climatique devient de plus en plus une réalité quotidienne avec des conséquences économiques et sociales tangibles. En 2022, de grandes parties de l'Europe ont subi des vagues de chaleur intenses, dépassant les 40 °C à de nombreux endroits. Les températures moyennes pendant l'été ont été les plus élevées jamais enregistrées. La chaleur extrême a également entraîné une augmentation des risques de sécheresse. **En août 2022, près des deux tiers de l'Europe était menacé par la sécheresse**, probablement «la pire depuis au moins 500 ans⁵». La chaleur extrême et la réduction de l'humidité du sol ont augmenté le risque de feux de forêt. Les sécheresses en Europe affectent également les prix des denrées alimentaires et les chaînes

d'approvisionnement, exacerbant la crise du coût de la vie.

Les écosystèmes et la biodiversité se détériorent rapidement (seuls 23% des espèces et 16% des habitats sont dans un état favorable⁶). La perte et la fragmentation des habitats, l'agriculture non durable et le changement climatique sont les principaux facteurs de cette détérioration.

L'UE est également confrontée à une crise énergétique dont les dimensions ont des répercussions négatives non seulement économiques, mais aussi sociales et environnementales. Les prix de l'énergie, qui avaient déjà grimpé en flèche dans le monde entier après la levée des restrictions liées au COVID-19, ont considérablement augmenté suite à la guerre en Ukraine (les prix de l'énergie ont augmenté de 300% depuis le début de l'année 2022⁷, et plus précisément, les prix du gaz en Europe ont grimpé de huit fois leur moyenne sur dix ans⁸). En outre, certains pays ont commencé à augmenter leur consommation de bois. Par conséquent, le prix du bois a augmenté (les prix des granulés de bois ont presque

doublé en France, en Bulgarie et en Pologne). Les ménages à faibles revenus sont les plus touchés car ils dépendent davantage du bois de chauffage que du gaz⁹. Cela engendre également une forte détérioration de l'environnement (l'augmentation de l'abattage illégal), de la pollution et un impact plus important sur la santé publique (la combustion du bois émet plus de pollution par unité d'énergie que la combustion du charbon¹⁰). Cela crée un changement important, surtout sur les personnes les plus pauvres et les plus exclues socialement

2. Eurostat, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/edn-20211015-1>

3. ELF, European Small Business Finance Outlook, Working Paper 2018/53

4. Microfinance in the European Union: market analysis and recommendations for delivery options in 2021-2027, Final Report, May 2020, Frankfurt School, EMN, MFC

5. European Microfinance Network www.european-micro-finance.org and Microfinance Center mfc.org.pl

6. Biodiversity, WWF, 2022, https://www.wwf.eu/what_we_do/biodiversity/

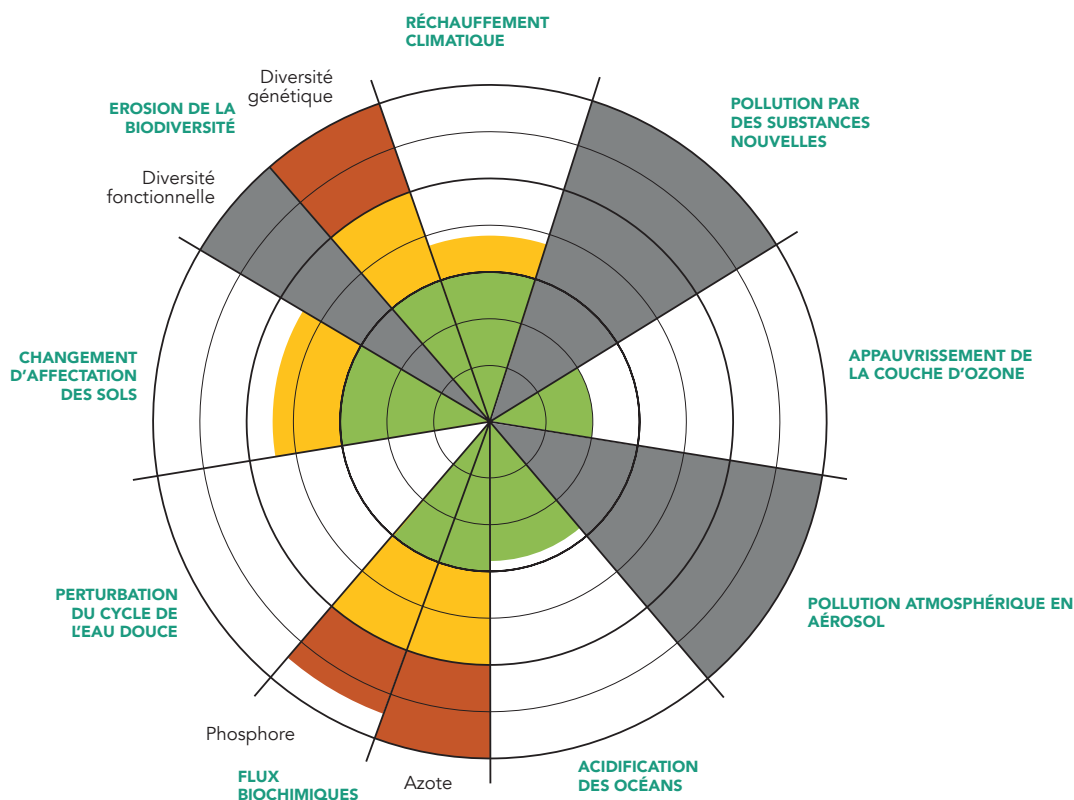
7. DW, Energy crisis, Ukraine top EU summit agenda, 2022, <https://www.dw.com/en/eu-leaders-to-discuss-europes-energy-crisis/a-63493893>

8. What is the Cost of Europe's Energy Crisis? <https://www.visualcapitalist.com/what-is-the-cost-of-europes-energy-crisis/>

9. My.europe, Europe's energy crisis: Wood industry booms before winter of discontent, <https://www.euronews.com/my-europe/2022/10/14/europes-energy-crisis-wood-in-industry-booms-before-winter-of-discontent>

10. My.europe, Europe's energy crisis: Wood industry booms before winter of discontent, <https://www.euronews.com/my-europe/2022/10/14/europes-energy-crisis-wood-in-industry-booms-before-winter-of-discontent>

LES 9 LIMITES PLANÉTAIRES



■ Zone d'incertitude dépassée (risque élevé) ■ Dans une zone d'incertitude (risque croissant) ■ Sous la limite ■ Limite non quantifiée

LES PROBLÈMES DE MARCHÉ

LES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT ET LEURS LIMITES

Grâce à des programmes dédiés, la Commission européenne investit dans les Institutions de MicroFinance (IMF) et les Entreprises Sociales (ES) depuis 2010, par le biais de garanties, de fonds propres, de prêts, de subventions et d'assistance technique. Même si la microfinance et l'entrepreneuriat social ont reçu le soutien et l'attention politiques des institutions européennes (Progress Microfinance, EaSI Program, Social Business Initiative, le tout nouveau Social Economy Action Plan), l'amélioration de la disponibilité des fonds reste le champ de travail le plus important pour les années à venir. En général, **l'offre de financement reste trop fragmentée**, manquant de visibilité sur les opportunités de financement disponibles. Les instruments existants ne sont souvent pas adaptés aux besoins des petites IMF et ES. En outre, les bailleurs de fonds sont également confrontés à l'impératif d'investir rapidement des budgets plus élevés, ce qui les incite à fournir des parts plus importantes. **L'offre de financement aux Institutions Financières (IF) est incomplète et inégale.** Les investisseurs se concentrent

généralement sur les entreprises les plus rentables, tandis que l'accès au financement reste beaucoup plus difficile pour les entreprises plus petites ou plus jeunes, pour lesquelles le financement de la phase de développement fait globalement défaut. De plus, les IF à vocation sociale, qui pourraient soutenir les petites ES, **manquent globalement de dettes et de fonds propres.** L'offre aux ES n'est pas adaptée aux spécificités de ce secteur : les investisseurs classiques des PME n'ont pas les ressources nécessaires pour soutenir, par exemple, des entités telles que les coopératives. La dette junior ou mezzanine sont des outils de financement intéressants et évitent une dilution excessive des fondateurs d'ES. D'ailleurs, peu d'investisseurs ont la capacité de soutenir des institutions plus petites et plus jeunes sur le long terme et de les aider à renforcer leurs compétences pour atteindre leur niveau de maturité.

LES BESOINS DE FINANCEMENT ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

En termes de volumes, les besoins totaux de financement, estimés par les participants à l'enquête EMN-MFC¹¹, s'élèvent à €53 millions sur 1 à 2 ans pour

les petits acteurs, à €211 millions pour les acteurs de taille moyenne et €674 millions pour les grands acteurs. Cela représenterait un marché total estimé entre **€300 et €500 millions dans les 5 à 10 prochaines années** pour couvrir uniquement les besoins des petites IMF qui ont répondu à l'enquête EMN-MFC. Une large extrapolation aux 66% d'IMF restantes sur le marché, qui n'ont pas répondu à l'enquête, pourrait amener à un marché potentiel total deux ou trois fois plus élevé (€600 à € 900 millions). Il convient de noter que ce chiffre n'inclut pas les besoins des ES qui pourraient survenir en dehors du secteur de la microfinance. Les besoins des petites IMF et ES comprennent non seulement le financement mais aussi une assistance technique sur mesure (parfois structurelle) pour renforcer leurs capacités. Les services de coaching et d'accompagnement font cruellement défaut, alors qu'ils jouent un rôle essentiel dans la création de modèles économiques durables et l'amélioration des services fournis par les IF et les ES.

LES BEOINS DE FINANCEMENT ESTIMÉS SUR 1 À 2 ANS

€53 MILLION

pour les petits acteurs



€211 MILLION

pour les acteurs de taille moyenne



€674 MILLION

pour les grands acteurs



LA FINANCE VERTE ET CLIMATO-INTELLIGENTE ENCORE LIMITÉE

La finance durable est devenue une priorité pour la résilience des plus vulnérables : la finance verte et climato-intelligente figure parmi les trois domaines prioritaires pour l'inclusion financière¹². Grâce à la finance verte, il est possible de mettre en place des stratégies d'inclusion financière intelligentes sur le plan climatique qui, d'une part, améliorent la résilience des clients finaux face au changement climatique et, d'autre part, les aident à élaborer des stratégies d'adaptation au climat¹³. Ce domaine d'investissement a été considéré par différents acteurs du secteur financier comme une réelle opportunité. Cependant, malgré le **Green Deal de € 1 billion et le Just Transition Mechanism de € 100 milliards** (qui vise à créer les investissements nécessaires pour aider les travailleurs et les communautés dépendantes de la chaîne de valeur des combustibles fossiles), il est peu probable que ces mécanismes atteignent les petits entrepreneurs. La dimension verte dans le secteur de la microfinance suscite un intérêt croissant, mais elle est encore prématurée dans de nombreux pays européens. Le financement de produits verts et intelligents, développés par les PME et les IMF, est capable de générer un impact, à l'échelle de ces institutions, non négligeable, en termes, entre autres, de décarbonisation de l'économie, d'indépendance énergétique, de contribution au cercle économique. Pour ce faire, il sera nécessaire dans les années à venir d'offrir non seulement des financements mais aussi davantage d'assistance technique pour développer des produits verts, intégrer les critères ESG dans les opérations et mesurer les impacts extra-financiers dans le secteur de la microfinance.

GRACE AUX ENTREPRISES SOCIALES, CHAQUE CONTRIBUTION RENFORCE LA SOCIÉTÉ

L'écosystème des ES s'est développé et est devenu de plus en plus pertinent en Europe, principalement grâce à leur capacité à répondre aux défis sociétaux. Les ES ont notamment prouvé qu'elles pouvaient faire partie de la solution aux défis environnementaux tels que le réchauffement climatique en s'attaquant aux principales causes des émissions de carbone comme le logement, la mobilité et l'alimentation. Selon la Commission européenne, il existe déjà 2 millions d'Entreprises Sociales dans l'UE, ce qui représente 10 % du total des entreprises, mais elles manquent de moyens pour démarrer et/ou développer leur activité.

LA MICROFINANCE FAIT AUSSI PARTIE DE LA SOLUTION

Le secteur de la microfinance est reconnu pour sa contribution significative à la stimulation de l'emploi, à la lutte contre l'exclusion sociale et à la réduction de la pauvreté. La demande de produits de microfinance a augmenté de manière substantielle ces dernières années et est encore loin d'avoir atteint son plein potentiel, estimé à plus de 2,7 millions de microcrédits par an dans l'UE-28. Ce chiffre est en croissance constante et le portefeuille correspondant est d'environ 17,4 milliards par an¹⁴. Malgré toute l'attention et le soutien dont a bénéficié le secteur de la microfinance au cours des 2 dernières décennies, le potentiel continue de croître, tout comme les besoins, afin d'atteindre davantage d'entrepreneurs et d'emplois de qualité. En ce qui concerne la finance verte, le secteur de la microfinance est convaincu qu'il pourrait jouer un rôle beaucoup plus important, mais il a besoin d'outils et d'instruments financiers adéquats pour remplir ce rôle.

12. Financial Inclusion Compass 2022, <https://www.e-mfp.eu/resources/financial-inclusion-compass-2022-english-edition>. 13. European Microfinance Platform, "The Financial Inclusion Compass 2022 The e-MFP Survey of Financial Inclusion Trends". 14. Evers&Jung, EMN-MFC, 2017

#2 LA THÉORIE DU CHANGEMENT D'IMPAKTEU

LA THÉORIE DU CHANGEMENT: DÉFINITION

Une Théorie du Changement (TdC) est essentiellement une description complète de comment et pourquoi un changement souhaité se produira.

L'objectif principal de la TdC d'ImpaktEU est d'expliquer le processus de réalisation de l'impact positif envisagé pour le Fonds. À cette fin, les changements attendus sont intégrés dans un cadre logique pour montrer le flux chronologique entre les différentes étapes. Les principaux éléments du cahier des charges d'ImpaktEU sont les suivants : apports, activités, rendements, résultats et impact. En soulignant les liens de causalité entre ces éléments, nous clarifions le processus qui permettra aux changements de se produire. Pour chaque étape, nous identifions des indicateurs clés pour démontrer si ImpaktEU est sur la bonne voie pour réaliser l'impact escompté. Un suivi approfondi des indicateurs du cahier des charges permet de mieux comprendre la contribution d'ImpaktEU aux ODD de l'ONU pour 2030 et ses propres objectifs d'impact

LA MATRICE DES INDICATEURS CLÉS DE LA TDC D'IMPAKTEU

LES INDICATEURS CLÉS D'IMPACT
(COMMENT IMPAKTEU MESURE SA CONTRIBUTION AUX ODD DE L'ONU)

IMPACT

1. Les populations fragilisées et les entrepreneurs exclus ont amélioré leurs conditions de vie et développé leur activité (directe/indirecte).
PRINCIPAUX RÉSULTATS : l'intégration sociale, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et les programmes de prêts durables

2. Les IF ont accès à de nouvelles ressources pour stimuler la croissance durable et renforcer leurs pratiques d'impact (direct).
PRINCIPAUX RÉSULTATS : la préparation à l'investissement, la croissance durable, l'étendue du rayon d'action, l'autonomisation ESG, la numérisation, l'efficacité énergétique et le changement climatique/atténuation des produits

3. Les Entreprises Sociales ont prouvé leur durabilité et démontré leur mission envers la société (direct).
RÉSULTATS : la croissance durable, la gouvernance participative, la transition verte et l'économie circulaire

4. Les investisseurs ont obtenu un meilleur accès aux IMF, aux IF éthiques et aux ES, et le marché de l'investissement à impact a connu une croissance significative (directe/indirecte).
PRINCIPAUX RÉSULTATS : le capital patient, l'engagement accru des entreprises, les partenariats public-privé, et l'amélioration de l'écosystème de financement de l'UE

Les investissements dans les IF et les ES porteront sur les thèmes suivants : l'inclusion sociale, la mobilité durable, le logement durable, l'alimentation durable et la relocalisation.

emplois créés/maintenus
% portefeuille vert/durable (logement, mobilité, alimentation et agriculture)
prêts aux petits exploitants
prêts accordés à des populations fragilisées (BdP)
% taux de croissance annuel cumulé (portefeuille IMF)

IF avec système IMM/ESG en place
Institutions Financières ayant accru leurs services non financiers
% portefeuille vert/durable (logement, mobilité, alimentation & agriculture)
% taux de croissance annuel cumulé (portefeuille d'IF)

Entreprises Sociales soutenues directement (logement, mobilité, alimentation & agriculture, relocalisation industrielle)
% taux de survie après 2 ans
% taux de croissance annuel cumulé

nouveaux investisseurs dans les ES/IMF (actifs non cotés)
investisseurs engagés dans le coaching et l'encadrement en assistance technique;
investissements d'impact réalisés

LES INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE
(COMMENT IMPAKTEU MESURE SES PERFORMANCES)

RENDEMENTS

Des investissements directs (prêts seniors, prêts subordonnés, prises de participation)

L'assistance technique et les services de conseil (missions d'assistance technique, missions d'IMM/ESG)

La sensibilisation et l'animation de la part des investisseurs (missions d'investisseurs et visites sur le terrain)

% transactions en TIER 2 & 3
€ taille moyenne des prêts
missions d'assistance technique
bénéficiaires
€ montant moyen par action d'assistance technique
missions de coaching/d'encadrement effectuées par les investisseurs
visites sur le terrain d'IF par les investisseurs

Des activités d'investissement

Des activités d'assistance technique

Des activités de sensibilisation par des investisseurs

due diligences
activisme actionnarial : participations au conseil d'administration
projets d'assistance technique formulés
Y rapports financiers et techniques
missions de coaching/mentoring réalisées ou proposées par les investisseurs

Le capital d'investissement par ImpaktEU (€100 millions de dettes et de fonds propres)

L'octroi d'assistance technique par les bailleurs de fonds (€1 million + €200 000 en nature par les investisseurs)

L'expertise d'Inpulse en matière d'investissement, BDS et ESG

L'expertise de FFG en matière d'investissement et d'encadrement

L'expertise des investisseurs en matière d'investissement et d'encadrement

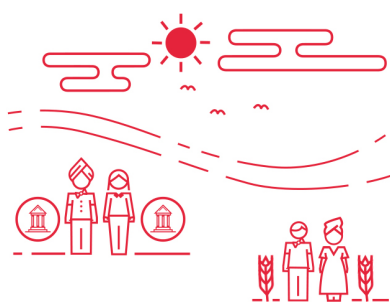
% actifs sous gestion
% subventions pour l'assistance technique
% assistance technique par les investisseurs volontaires
jours d'encadrement par les investisseurs volontaires
jours de mobilisation d'experts externes en assistance technique

#3 LES RAPPORTS D'IMPACT : QUELS INDICATEURS ?

Sur base du cahier des charges d'ImpaktEU, des rapports spécifiques seront établis annuellement afin de mesurer et d'évaluer la réalisation des ODD par les bénéficiaires. En effet, en tirant profit des outils d'Impulse, ImpaktEU prendra les ODD de l'ONU comme référence pour montrer notre contribution au développement durable mondial. Ces outils sont alignés sur les normes universelles de la performance sociale (USSPM), sur les directives du Global Investing Network (GIIN-IRIS) et sur la Smart Campaign en ce qui concerne les principes de la protection des clients. La performance environnementale est évaluée conformément à l'indice CERISE Green Index et, par conséquent, les effets du changement climatique sur les portefeuilles des bénéficiaires. En outre, l'émancipation des femmes est désormais analysée de manière plus approfondie grâce aux critères de référence disponibles dans le cadre de l'initiative 2xChallenge. Le contrôle de la bonne gouvernance est fortement inspiré du Code européen de bonne conduite pour l'octroi de microcrédits.



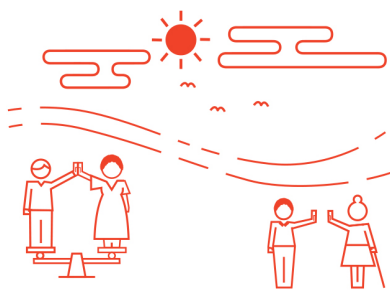
INDICATEURS D'IMPACT DES ODD



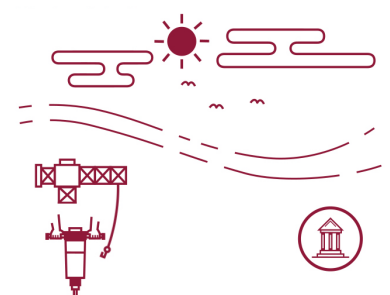
- # Clients en bas de la pyramide sociale (nombre de prêts < GNI pc)
- % Familles monoparentales
- % Clients ruraux
- % Prêts pour les besoins éducatifs
- # Étendue de la couverture (nombre total de bénéficiaires finaux)
- % Inclusion financière en milieu rural (% de prêts ruraux) - Est
- % Inclusion financière en milieu rural (% de prêts ruraux) - Ouest
- # Clients extracommunautaires



- % portefeuille d'agriculture/élevage
- % micro-entreprises dans l'agriculture
- % nombre de prêts aux petits exploitants agricoles



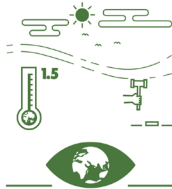
- % femmes occupant des postes de cadres supérieurs (IF)
- % prêts aux femmes
- # femmes clientes
- % prêts aux femmes pour le développement de son entreprise
- % femmes dans le personnel (IF)
- # entreprises financées par des femmes
- % produits financiers pour les femmes
- # IF offrant des avantages supplémentaires aux femmes



- # emplois maintenus/créés # nouvelles entreprises créées
- % micro-entreprises financées
- % portefeuille d'activités génératrices de revenus
- # transitions d'entreprises du secteur informel au secteur formel
- # start-ups financés
- % taux de survie des entreprises (après 3 ans)
- % taux de croissance annuel cumulé (portefeuille d'Institutions Financières)
- # Institutions Financières en Tier 3 to 2/1
- % satisfaction du personnel dans les Institutions de Microfinance et les Entreprises Sociales (taux de satisfaction du personnel)



- # clients non bancarisés/exclus financièrement
- # jeunes financés
- # réfugiés financés
- % clients ayant un faible niveau d'éducation (à définir)
- % bénéficiaires de la Smart Campaign
- % institutions Financières offrant des services non financiers
- % portefeuille d'amélioration de l'habitat
- # nouveaux investisseurs dans les Entreprises Sociales/Institutions de Microfinance (actifs non cotés)
- % investi par les DFI (financement des DFI/taille total des fonds)



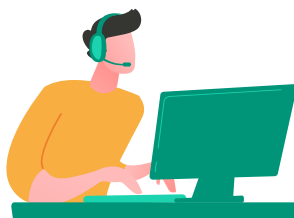
- # prêts verts
- % bénéficiaires avec une liste d'exclusion environnementale
- % bénéficiaires ayant une stratégie environnementale
- % suivi de l'empreinte écologique interne
- # prêts pour l'efficacité énergétique
- # prêts pour les énergies renouvelables
- # projets d'agriculture durable (bio, transition écologique)
- # réduction des émissions de gaz à effet de serre (PCAF)

INDICATEURS DE PERFORMANCE (RENDEMENTS, ACTIVITÉS)



INVESTISSEMENTS

- € montant moyen des prêts
- € montant moyen des fonds propres
- # prêts
- # participations au capital
- # prêts subordonnés
- # prêts senior
- % transactions en Tier 2 et 3
- € transactions en Tier 2 & 3
- € investissements directs dans des Entreprises Sociales
- # bénéficiaires avec une gouvernance coopérative ou participative
- # opérations réalisées
- # dossiers d'éligibilité
- # due diligences
- # activisme actionnarial : participations au conseil d'administration
- # rapports d'investisseurs et d'impact



ASSISTANCE TECHNIQUE

- # missions d'assistance technique
- € montant moyen par action d'assistance technique
- # actions d'assistance technique pour la mise en œuvre du système ESG
- # consultants
- # missions d'assistance technique pour la mise en œuvre du système IMM/ESG
- # projets d'assistance technique élaborés
- # projets d'assistance technique approuvés
- # rapports financiers et techniques



SENSIBILISATION DE LA PART DES INVESTISSEURS

- # visites sur le terrain avec des investisseurs
- # investisseurs participant à des activités de coaching et d'encadrement
- # postes au conseil d'administration occupés par des investisseurs/experts nommés par le Fonds
- # mise en œuvre d'une étude d'impact



Besoin de plus d'informations ?
Contactez-nous par e-mail à info@impakteu.eu